

## **REUNION DEBAT DU 28/11/2008 A LA MAIRIE DE PETRETO DANS LE CADRE DU FRONT UNI CONTRE CE PADDUC**

Le 28/11 à l'initiative de Paul Joseph CAITUCOLI et dans le cadre du 'Front Uni Contre Ce Padduc' s'est tenue en soirée une réunion débat à la mairie de PETRETO.

Une assemblée conséquente (environ 60 personnes) et attentive a assisté et participé aux échanges, démontrant une fois de plus l'intérêt et l'attente des corses, du nord au sud de l'île, lorsqu'il s'agit de l'avenir économique, social et culturel de la Corse.

En présence du maire de Petreto et de plusieurs élus du canton, sont intervenus :

- Paul Joseph CAITUCOLI au titre de conseiller général, pour présenter la réunion, et expliquer sa démarche, démontrant l'attitude positive et constructive des jeunes élus de sa génération. Il a particulièrement exprimé sa préoccupation quant au développement rural, ainsi que de l'agriculture, et a expliqué son projet de mise en place d'un comité de développement à l'échelle de son canton.
- Vincent CICCADA (Le Garde) sur la partie environnement, qui à l'aide d'un diaporama très pédagogique, mettant en balance l'atlas du littoral et la cartographie du PADDUC, a attiré l'attention du public sur les incohérences des tracés, épargnant et/ou rognant des zones protégées, probablement au gré des luttes d'influence concernant la constructibilité et/ou le tout tourisme considéré comme facteur essentiel du développement.
- Gérard MORTREUIL (CFDT) sur le volet économique et social, a insisté sur le vide abyssal du contenu du PADDUC quand au volet social, et sur les dangers que représente sa 'philosophie' inféodée à un ultra-libéralisme mondialisé, qui ignore volontairement les conséquences catastrophiques de sa démarche (création d'emplois précaires, concentration des ressources sur une saison essentiellement estivale, danger de l'effet mode des destinations touristiques, infrastructures insuffisamment dimensionnées, etc... un moteur de croissance pour qui ?).
- André PACCOU (LDH) sur l'aspect démocratique, reviendra sur l'historique de l'étude et de la rédaction du document, élaboré dans le silence et dans une ambiance de secret par l'exécutif qui le considère comme sa propriété, allant jusqu'à ignorer les élus de l'assemblée territoriale. Il rappellera que les cris d'alarme de la société civile ne datent pas d'hier, et que la manière, face à la montée de boucliers contre ce Padduc, qu'a l'exécutif de tenter dans un premier temps d'éluder le débat démocratique, puis dans un deuxième temps de prétendre que le texte est à peine ébauché et par conséquent 'amendable', est proprement indigne vis à vis des citoyens et des institutions territoriales.

Il ressort de l'ensemble des débats, et ce, quelles que soient les sensibilités qui se sont exprimées, une unanimité pour le rejet du contenu de ce texte considéré comme 'non amendable'.

Sur l'avenir du nécessaire outil de développement qu'est le PADDUC, l'unanimité est moins perceptible quant à la méthode à mettre en oeuvre pour en définir le contenu.

C'est à n'en pas douter un débat important qui concernera la prochaine mandature, et pour lequel la société civile souhaite peser de tout son poids.

pour la LDH,  
*Raymond Franceschini.*